

Numéro 14 - 14 avril 2018

**Non aux frappes aériennes en Syrie au nom de grands idéaux!**

**Ne touchez pas à la Syrie!**



**Non aux frappes aériennes en Syrie au nom de grands idéaux!**

- **Ne touchez pas à la Syrie!**
- **Les menaces occidentales ne dissuaderont pas la Syrie de faire face à toute agression, d'où qu'elle vienne**
- **Dénonçons l'attaque israélienne meurtrière contre la Syrie - Yi Nicholls**
- **Provocations de guerre froide pour justifier l'agression - Workers' Weekly**
- **Appel à des actions antiguerre d'urgence partout aux États-Unis - Coalition ANSWER**
- **Calendrier d'événements**

**Arrestation d'un membre de haut rang de la Force révolutionnaire alternative commune de Colombie**

- **La plus sombre réaction américaine en toute impunité - Margaret Villamizar**
- **Communiqué sur l'arrestation de Jesus Santrich - Conseil politique national de Force révolutionnaire alternative commune**

**Lutte pour la démocratie au Brésil**

- **La voie démocratique se referme - Atilio A. Boron**

**Ferme opposition aux provocations des États-Unis au Sommet des Amériques à Lima, au Pérou**

- **Des bombes en Syrie et des provocations au Pérou: les États-Unis abandonnent la diplomatie - Sergio Gomez, Granma**

### **Le mouvement de résistance aux États-Unis**

- **Pas de troupes à la frontière! Luttons pour l'unité fraternelle des peuples! - *Voice of Revolution***
- **Le gouvernement fédéral va demander de l'information relative aux médias sociaux pour l'émission de visas**

### **70e anniversaire du massacre de Jeju commémoré en Corée**

- **À la mémoire du soulèvement de Jeju du 3 avril - *Zoom in Korea***

### **75e anniversaire du soulèvement héroïque du ghetto de Varsovie**

- **Défi et résistance organisée contre le nazisme aux heures les plus sombres**
- ***Zog Nit Keynmol*, hymne yiddish du mouvement des partisans juifs**

---

## **Non aux frappes aériennes en Syrie au nom de grands idéaux!**

### **Ne touchez pas à la Syrie!**

Le 13 avril vers 20 h 30, les impérialistes américains, en coordination avec la Grande-Bretagne et la France, ont commis un acte criminel en lançant des missiles contre la Syrie. Les agences de presse rapportent qu'il y a eu de fortes explosions et de la fumée à Damas, la capitale syrienne, dans la foulée de l'attaque. Le gouvernement syrien a rapporté le 14 avril que ses défenses aériennes ont abattu 73 des 103 missiles lancés.

Les États-Unis affirment que cette attaque est une réponse à l'utilisation alléguée d'armes chimiques par le gouvernement syrien contre son propre peuple le 7 avril, ce que le gouvernement syrien nie vigoureusement. Cette attaque dirigée par les États-Unis a été lancée un jour avant que les inspecteurs d'armes chimiques de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) dussent commencer leur travail, comme le gouvernement syrien l'avait demandé, pour déterminer si des armes chimiques avaient effectivement été utilisées.



Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) dénonce cette attaque et réitère son appui au peuple syrien qui, depuis sept longues années, est soumis à une agression soutenue par l'étranger et au terrorisme déguisé en guerre civile. L'objectif de cette agression et de ce terrorisme déguisé est d'imposer un changement de régime à un pays qui cherche à exercer son droit à une existence pacifique et indépendante, droit qui appartient à tous les pays, grands ou petits, et qui constitue le fondement du droit international.

L'attaque contre la Syrie est également une menace explicite envers l'Iran et la Russie, deux pays que les États-Unis considèrent comme un obstacle à leurs objectifs en Syrie et dans la région.[1]

La soi-disant preuve citée par les États-Unis pour isoler le gouvernement syrien et justifier la guerre et l'agression s'inspire de méthodes de désinformation pour semer le doute chez les gens et

leurs convictions antiguerre, pour faire oublier la longue histoire de l'agression américaine contre les peuples du monde et rejeter les principes du droit international qui s'opposent à la loi du plus fort.



Il faut se rappeler qu'il y a un peu plus d'un an, en avril 2017, les frappes aériennes américaines en Syrie ont libéré des produits chimiques toxiques qui, selon toute indication, étaient contenus dans des installations utilisées par des terroristes, et que les États-Unis et leurs médias monopolisés ont tenté d'en faire porter le blâme au gouvernement syrien et ainsi justifier une attaque de missiles contre une base aérienne syrienne. [2]

Pour sa part, le gouvernement canadien a exprimé son soutien à l'acte criminel contre la Syrie. « Le Canada appuie la décision des États-Unis, du Royaume-Uni et de la France de prendre des mesures pour diminuer la capacité du régime Assad de lancer des attaques par armes chimiques contre ses propres citoyens », a déclaré le premier ministre Justin Trudeau dans un communiqué du 13 avril. Il a ajouté : « Il faut traduire en justice les responsables de ces gestes. »[3]

Le PCC(ML) lance l'appel à tous à combattre cette désinformation en organisant des actions contre la guerre et l'agression et en discutant avec des collègues de travail, avec la famille et des amis du besoin urgent de s'opposer à l'agression américaine, au soutien du Canada à cette agression et à toute volonté d'accroître la participation du Canada à ces crimes. Des appels à des actions antiguerre d'urgence ont été lancés partout dans le monde, dont une manifestation devant la Maison-Blanche le 14 avril suivie d'une conférence à l'Université George Washington et une autre en Grande-Bretagne devant le Parlement à Londres le 16 avril. Le Canada doit être une zone pour la paix et cela n'est possible que si nous nous organisons pour faire en sorte qu'il le soit.

## Notes

1. Dans ses remarques sur l'attaque présumée aux armes chimiques du 7 avril, la porte-parole du département d'État américain, Heather Nauert, a cherché à isoler la Russie :

« Le régime d'Assad et ses partisans doivent être tenus responsables et toute nouvelle attaque doit être évitée immédiatement. La Russie, avec son soutien indéfectible au régime, porte la responsabilité de ces attaques brutales, ciblant d'innombrables civils, et de l'étouffement des communautés les plus vulnérables de la Syrie avec des armes chimiques. En protégeant son allié la Syrie, la Russie a violé ses engagements envers les Nations unies en tant que garant de l'entente-cadre, trahissant la Convention sur les armes chimiques et la résolution 2118 du Conseil de sécurité de l'ONU. Les armes chimiques en Syrie remettent en question son engagement à résoudre la crise globale et les priorités plus larges de non-prolifération.

« Les États-Unis appellent la Russie à mettre fin immédiatement à ce soutien sans réserve et à travailler avec la communauté internationale pour empêcher de nouvelles attaques aux armes chimiques barbares. »

2. Le 13 mars, au Conseil de sécurité de l'ONU, l'ambassadrice des États-Unis à l'ONU, Nikki Haley, a menacé « toute nation déterminée à imposer sa volonté par des attaques chimiques et des souffrances inhumaines, notamment le régime syrien hors-la-loi : les États-Unis demeurent prêts à

agir s'il le faut. » Elle a ensuite rappelé au Conseil de sécurité les frappes mortelles de missiles américaines contre une base aérienne syrienne en avril 2017.

Haley a proféré sa menace dans le contexte d'une prétendue proposition de cessez-le-feu par les États-Unis. Cette proposition visait à stopper les opérations militaires syriennes et russes dans la Ghouta orientale, alors que le gouvernement syrien libérait la ville de groupes armés, ouvrant la voie à un règlement négocié qui aurait permis aux combattants armés de quitter la ville en utilisant des moyens de transport fournis par le gouvernement syrien afin que les civils puissent retourner dans la ville.

3. Le 7 avril, la ministre des Affaires étrangères du Canada, Chrystia Freeland, a émis une déclaration dans laquelle elle se range derrière les impérialistes américains et affirme sans preuve que le gouvernement syrien est responsable de l'utilisation d'armes chimiques. Pris dans le contexte de la frappe aérienne du 13 avril, cela peut être considéré comme une propagande de guerre, qui est en soi un crime de guerre :

« L'utilisation répétée et moralement condamnable d'armes chimiques par le régime Assad dans le passé a été confirmée par des enquêteurs internationaux indépendants. Cela fait partie d'une stratégie délibérée visant à terroriser les populations locales pour les forcer à se soumettre. Le Canada condamne le régime Assad — ainsi que la Russie et l'Iran qui le soutiennent — pour ses violations flagrantes et répétées des droits de la personne ainsi que pour ses attaques incessantes et délibérées contre des civils.

« Le Canada tient à exprimer son admiration envers le personnel médical et celui des diverses organisations, notamment les Casques blancs, qui travaillent sans relâche pour sauver la vie des personnes touchées. Nous offrons nos plus sincères condoléances aux familles des personnes tuées. »



---

## **Les menaces occidentales ne dissuaderont pas la Syrie de faire face à toute agression, d'où qu'elle vienne**

Bachar al-Jaafari, le représentant permanent de la République arabe syrienne auprès des Nations unies, a souligné que les menaces des États occidentaux de lancer une agression contre la Syrie ainsi que leurs manoeuvres, leurs diversions, leurs mensonges et leur terrorisme ne dissuaderont pas la Syrie de préserver sa souveraineté et son intégrité territoriale. Il a ajouté que la Syrie ne permettra à aucun des États membres permanents ou non permanents du Conseil de sécurité de faire en Syrie ce qu'ils ont fait en Irak ou en Libye.

S'exprimant lors d'une session du Conseil de sécurité sur la situation en Syrie le 10 avril, le représentant de la Syrie a déclaré : « La représentante des États-Unis a dit qu'il y a aujourd'hui un seul monstre qui se dresse devant le monde entier, et c'est un monstre qui a armé et financé des terroristes pendant plus de sept ans en Syrie. Et moi je dis que ce monstre ce sont les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France qui ont parrainé le terrorisme en Syrie et avant en Irak, en Afghanistan et en Libye. »

Il a précisé qu'en réponse à la campagne d'allégations lancée par certains États occidentaux contre la République arabe syrienne concernant la présumée attaque aux produits chimiques dans la ville de Douma, le ministère des Affaires étrangères et des Expatriés a envoyé le 10 avril une invitation



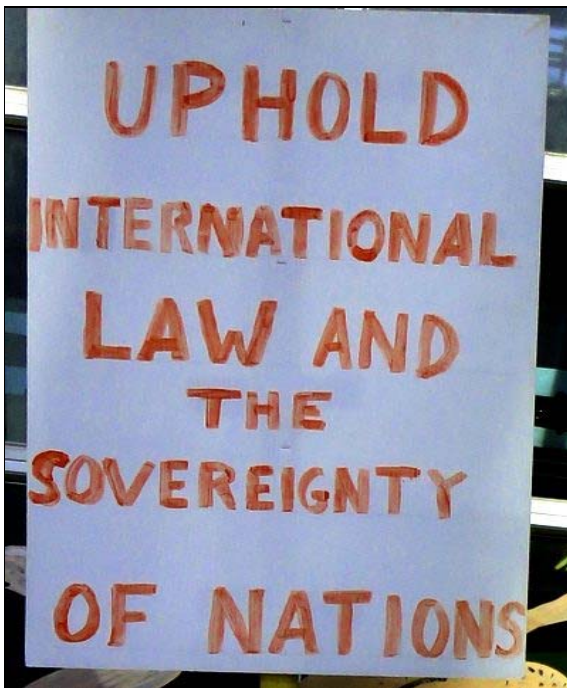
officielle à l'Organisation pour l'interdiction des Armes chimiques (OIAC) à envoyer une équipe de la mission d'enquête à Douma et à enquêter sur l'accident allégué.

Bachar al-Jaafari a ajouté que la Syrie se félicite de la visite d'une équipe d'établissement des faits et affirme son engagement à coopérer pleinement et sa disponibilité à fournir toute l'aide nécessaire pour permettre à cette mission de faire son travail et de garantir la sécurité de ses membres, soulignant que la Syrie espère que la mission accomplira son travail avec transparence et professionnalisme sur la base de preuves crédibles.



Le mandat de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques avec le Mécanisme commun d'inspection s'est échu en novembre 2017. Les deux résolutions ont été défaites, n'ayant pas obtenu le vote unanime des cinq membres permanents du Conseil. À la session du 10 avril, deux projets de résolution ont été présentés au Conseil de sécurité de l'ONU, tous deux prévoyant la création d'un mécanisme pour faire enquête sur l'utilisation des armes chimiques en Syrie. Les deux résolutions ont été défaites, n'ayant pas obtenu le vote unanime des cinq membres permanents du Conseil.

Le représentant syrien a réitéré que ceux qui ont proposé le projet de résolution américain ne cherchent pas à découvrir la vérité, car la vérité prouvera qu'ils sont coupables, eux et leurs pions terroristes sur le terrain.



« J'affirme que la réalité est que les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France ont causé l'échec de ce qu'on a appelé le Mécanisme conjoint d'inspection en raison de leur insistance à politiser son travail et à exercer des pressions sur ses dirigeants », a-t-il dit, soulignant que ce qui se passe au Conseil pendant cette session est similaire à ce qui s'est passé il y a un an lorsque les États-Unis ont utilisé des excuses fallacieuses et fabriquées à Khan Cheikhoun pour attaquer la base aérienne d'Al-Chaayrate.

Il a appelé les États membres du Conseil de sécurité à assumer leurs responsabilités en soutenant la légitimité internationale et en protégeant la paix et la sécurité internationales contre le terrorisme utilisé par les trois États membres susmentionnés qui cherchent à saper la stabilité des États et à décider du sort de leurs peuples.

Le représentant syrien a réitéré que la République arabe syrienne condamne fermement toute utilisation d'armes chimiques par quiconque et en toutes circonstances, et qu'elle est pleinement déterminée à coopérer avec l'OIAC pour découvrir la réalité des allégations.

Dans un appel téléphonique avec la télévision syrienne, Bachar al-Jaafari a décrit ce qui s'est passé au Conseil de sécurité comme étant « comme une pièce de théâtre », précisant que l'Occident a subi des échecs successifs au Conseil de sécurité et qu'il ne peut progresser ni là, ni

en exploitant le terrorisme.

Les remarques du secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, avant la réunion du Conseil de sécurité le 10 avril, montrent le préjugé des délibérations avant la rencontre. Sans aucune preuve qu'une attaque a eu lieu, il a dit que « les normes sur les armes chimiques doivent être défendues ». Il a demandé au Conseil de sécurité « de s'acquitter de sa responsabilité et de trouver l'unité sur cette question ». Il balaie ainsi sous le tapis toutes les atteintes connues au droit international par les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France et d'autres pays contre la Syrie et ce sont les impérialistes américains qui fixent l'ordre du jour sur la base de leur géopolitique, foulant au pied le droit international. Le Conseil de sécurité devient un instrument par lequel l'ONU devient non plus un défenseur du droit international et de la paix, mais une coalition de pays qui violent la paix, le crime suprême contre l'humanité tel que défini par l'humanité au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale.

(Sources: Centre de nouvelles de l'ONU et autres agences)



## Dénonçons l'attaque israélienne meurtrière contre la Syrie

- Yi Nicholls -

Le 9 avril, 14 personnes ont été tuées en Syrie par une frappe de missile israélienne qui visait la base aérienne T-4 dans la province centrale de Homs. Le ministère des Affaires étrangères et des Expatriés de la Syrie a déclaré que les missiles avaient été lancés par des avions israéliens F-15 à partir de l'espace aérien du Liban. On rapporte que la Force de l'air de la Syrie a détruit un certain nombre de ces missiles. Parmi les morts, on compte quatre citoyens iraniens, selon l'agence iranienne de nouvelles FARS.

Israël n'a pas confirmé ou nié avoir perpétré cette attaque. Par contre, des représentants des États-Unis ont dit au réseau NBC qu'Israël les a informés de son plan de procéder à cette attaque. Dans un communiqué, l'armée libanaise a confirmé que quatre avions israéliens ont violé l'espace aérien du Liban, volé de la mer Méditerranée vers la ville côtière de Jounieh puis volé vers l'est vers la ville de Baalbek près de la frontière syrienne.

Le 9 avril, lors d'une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU sur la situation en Syrie, le représentant syrien a condamné dans des termes très forts l'agression cruelle

israélienne sur la base T-4, qui a fait plusieurs victimes et blessés parmi les civils. Cette attaque n'aurait pas été possible sans l'appui des États-Unis à Israël, et ce dernier n'a jamais eu à rendre de comptes pour son terrorisme d'État et la menace qu'il pose à la paix et à la sécurité régionales et mondiales. En évitant de parler de l'agression israélienne dans leurs communiqués, les pays occidentaux se font les complices de cette action, a-t-il dit. Il a ajouté que le premier ministre d'Israël a fait allusion à cette agression du 9 avril comme à une réponse indirecte aux succès militaires syriens contre des groupes terroristes armés. Cela ne va pas détourner l'attention de



[Cliquer pour agrandir](#)

l'armée de sa marche vers une victoire militaire décisive contre le terrorisme, a dit le représentant syrien.

Aucun des autres membres du Conseil de sécurité n'a soulevé que cette attaque contre la Syrie est une question très préoccupante dont le Conseil de sécurité doit être saisi. Au lieu de cela, l'accent a été mis sur la question d'enquêter ou non pour déterminer si des armes chimiques ont été utilisées en Syrie et du mandat qui serait donné à cette enquête.

La situation montre que non seulement le Conseil de sécurité ne défend pas la primauté du droit et la paix internationale, mais que son fonctionnement est devenu entièrement politisé et une arène de rivalité entre les grandes puissances et leurs mandataires comme Israël. Pendant ce temps, les pays plus petits deviennent des cibles d'agression militaire qui représente une violation de la paix internationale, ce qui est considéré par le droit international comme le plus grand crime de guerre.

*(Sources: agences de nouvelles)*



---

## Provocations de guerre froide pour justifier l'agression

- *Workers' Weekly* -

De nombreux commentateurs ont réduit en pièces les affirmations du gouvernement britannique que Sergei Skripal<sup>[1]</sup> et sa fille Yulia ont été empoisonnés par un agent neurotoxique appelé novichok et que le gouvernement russe est directement impliqué.

À cela s'ajoutent les allégations récentes que le gouvernement syrien a lancé des attaques à l'arme chimique contre ses citoyens dans la ville de Douma, dans une région située à environ dix kilomètres du nord-est de Damas que l'armée syrienne vient juste de libérer de ses factions « rebelles ». Bien que les impérialistes américains visent le président syrien Bachar Al-Assad, comme ils le font depuis plusieurs années dans le cadre de leur programme de « changement de régime » et de destruction des nations, une fois de plus c'est l'appui russe à Assad qui est dépeint comme le coupable principal dans ce cas-ci.



Ce n'est pas la première fois évidemment que le prétexte de l'utilisation d'armes chimiques est utilisé pour justifier des frappes de missiles et une intervention militaire. L'an dernier, en avril, Trump a prétendu que des armes chimiques avaient été utilisées contre des civils syriens, sur l'ordre du président syrien Bashar Al Assad selon lui, pour lancer des missiles Tomahawk à partir de destroyers américains dans la Méditerranée sur la Syrie, suite au déploiement de milliers de soldats au sol. En décembre 2015, des avions Tornado de la RAF ont aussi effectué leurs premières frappes aériennes. [2]

Lorsque l'Union soviétique et les pays du bloc de l'est sont tombés dans les années 1989-1991, suite à la période des années 1980 où l'humanité traversait un profond moment déterminant, on

parlait beaucoup de la fin de la guerre froide et du « dividende de la paix » qu'elle allait apporter. Bien sûr, ce « dividende de la paix » ne s'est jamais matérialisé et, à partir des années 1990, ce sont les forces de la réaction qui ont eu l'initiative. Néanmoins, les forces populaires ont intensifié leur résistance au néolibéralisme et à l'offensive antisociale. Les peuples se sont notamment mobilisés sans relâche contre les fauteurs de guerre et la militarisation du système impérialiste d'États. [3] Cela a montré la nécessité d'établir un gouvernement antiguerre ce qui, pour la classe ouvrière et le peuple de la Grande-Bretagne, veut dire régler ses comptes avec leurs gouvernements proguerre. C'est ce à quoi ils font face maintenant alors que Theresa May et son Cabinet ont déclaré qu'ils sont prêts, de concert avec la France, à suivre l'exemple des États-Unis et agresser la Syrie.

Comment peut-on penser que bombarder la Syrie sur une base revancharde ou de soi-disant punition va régler quelque problème que ce soit ? Pourquoi est-ce que la Syrie est choisie de façon sélective pour ces frappes aériennes ? Depuis septembre 2014, les États-Unis et leurs alliés bombardent en Syrie ce qu'ils appellent les positions de Daech sans y avoir été autorisés par le gouvernement de Damas ou un mandat de l'ONU. À plusieurs reprises, les frappes ont causé la mort de civils et elles n'ont jamais réalisé leur objectif déclaré de contrer le terrorisme. En fait, c'est d'une guerre non déclarée qu'il s'agit, surtout à l'échelle du Moyen-Orient alors que les États-Unis, la Grande-Bretagne et d'autres grandes puissances collaborent et rivalisent entre elles pour l'influence et la domination. Cela pose le risque d'une escalade vers un conflit très dangereux entre les grandes puissances et la Russie en particulier. L'Union européenne se fait rappeler par l'OTAN d'établir une « zone militaire Schengen » pour contrer l'« agression russe ». Est-ce là le but ultime de ce bellicisme ? Comment cela va-t-il bénéficier à l'humanité ?



On a ici l'exemple de la mentalité de la guerre froide : vous dépeignez ceux qui menacent votre domination comme des ennemis ; vous déclarez que seuls ceux qui partagent vos valeurs sont des êtres humains dignes de ce nom, vous montez des provocations en blâmant les autres d'être agressifs et vous déclarez que l'idéologie extrémiste est ce qui menace l'humanité. Cela pose aux peuples la nécessité de se constituer eux-mêmes en un pouvoir en soi. L'apocalypse de la guerre n'est pas inévitable si les peuples se constituent en un pouvoir pour la paix. La question ne peut pas être, par exemple, de prendre position pour ou contre la Russie.

Dans la situation actuelle, la résistance du peuple, la lutte contre la guerre, passe par la concentration de nos efforts pour bloquer une nouvelle attaque contre la Syrie par les grandes

puissances dirigées par les États-Unis. La chose cruciale est la construction du mouvement antiguerre, l'activation du facteur humain. Il y a une campagne importante en cours dont le fer de lance est la Coalition pour mettre fin à la guerre qui consiste dans le lobbying exercé par chacun auprès de son député local pour demander qu'un vote soit tenu sur toute proposition d'utiliser les moyens militaires pour imposer un changement de régime en Syrie. Des manifestations se tiennent devant Downing Street, auxquelles nous appelons tout le monde à participer. Le 13 avril, une lettre va être remise au 10 Downing Street, qui est signée par des députés, des syndicalistes, des célébrités et des personnalités académiques et qui demande à Theresa May de ne pas se joindre à Donald Trump dans l'escalade de la guerre en Syrie. Des manifestations se tiennent cette fin de semaine dans plusieurs endroits dont Norwich, Nottingham, Sheffield, Edinburgh et



Cardiff et dans des marchés en plein air dans différents endroits.

Ces actions sont importantes parce que même si c'est vrai que les États-Unis, la Grande-Bretagne et d'autres puissances interviennent en Syrie depuis plusieurs années sans l'autorisation du gouvernement syrien et sans l'autorisation juridique de l'ONU, l'hystérie actuelle a atteint un degré élevé en très peu de temps. Cela diffère des événements de 2003 alors que le criminel Tony Blair a essayé de préparer le terrain avec des dossiers frauduleux et par d'autres moyens pour gagner l'opinion publique à une intervention armée en Irak. Le gouvernement de Theresa May s'est fait l'écho grotesque de ces événements avec ses accusations antirusse dans l'affaire abracadabrante de l'empoisonnement de Skripal. L'amalgame entre la Russie et les armes chimiques est censé établir un lien dans l'esprit des gens entre cet amalgame et la Syrie.

Tony Blair s'était joint à la « coalition des volontaires » en envahissant et en créant le chaos et un bain de sang en Irak dont les peuples paient encore le prix. Et cela s'est produit bien que des millions de gens soient descendus dans la rue pour arrêter la guerre. La leçon qu'en tire le peuple c'est que ces scénarios bellicistes moribonds de gens comme Blair et May, qui prétendent représenter le peuple au sein d'une démocratie représentative, mais représentent en fait les intérêts privés au nom de l'État, doivent être relégués au passé. Comme c'était si important il y a 15 ans, il est fondamental qu'en tant que fauteurs de guerre ils ne puissent pas agir en notre nom ! En luttant pour la paix, le peuple doit s'organiser en mettant de l'avant la nécessité du pouvoir politique pour instaurer un gouvernement antiguerre qui agit pour la paix, rejette le recours à la force dans les relations internationales et transforme la société en établissant des relations qui sont à l'avantage du peuple.

La Coalition pour arrêter la guerre organise une tournée sur la base de la nécessité d'un gouvernement antiguerre. Il s'agit d'une initiative importante. Il faut aussi mettre sur pied des comités locaux pour arrêter la guerre. Il faut également revendiquer la fin de la militarisation de l'économie.

***Non aux frappes aériennes contre la Syrie !  
Opposons-nous à toute intervention militaire britannique !  
Pas en notre nom !  
Tous en action pour un gouvernement antiguerre !***

## **Notes**

1. Sergei Viktorovich Skripal est un ancien officier du renseignement militaire russe qui a souvent agi comme agent double pour les services du renseignement du Royaume-Uni pendant les années 1990 et au début des années 2000. En décembre 2004, il a été arrêté par le Service fédéral de sécurité de Russie, traduit en cour et condamné pour haute trahison à une sentence de 13 ans d'emprisonnement. Il s'est établi en Grande-Bretagne en 2010 suite à un échange d'espions lié au Programme des illégaux. Le 4 mars 2018, lui et sa fille Yulia qui était venue lui rendre visite de Moscou ont été trouvés « en état de perte de conscience intermittente sur un banc public » près d'un centre d'achat à Salisbury par un médecin et une infirmière qui passaient par là.

2. Les forces spéciales de la Grande-Bretagne opèrent en Syrie depuis juin 2016 selon un reportage de la BBC diffusé à cette époque. Ils étaient équipés de véhicules de patrouille à long rayon, de fusils de précision, de mitrailleuses lourdes et de missiles antichars.

3. On trouve des constatations sommaires sur [airwars.org](http://airwars.org) des frappes aériennes et d'artillerie de la coalition.

Au 28 février 2018, le nombre total de décès de civils non combattants était évalué entre 17 348 et 25 800 à partir de 2 475 incidents distincts de la coalition, en Irak et en Syrie. Sur ce nombre,

Airwars évalue qu'un minimum de 6 238 à 9 582 civils sont probablement morts dans des actions de la coalition. Il faut cependant faire preuve de prudence compte tenu de la difficulté à vérifier les décès en ce moment.

*Workers' Weekly est une publication du Parti communiste révolutionnaire de Grande-Bretagne (marxiste-léniniste)*

*(10 avril 2018. Traduit de l'anglais par LML)*

---

## **Appel à des actions antiguerre d'urgence partout aux États-Unis**

**- Coalition ANSWER -**



**Piquetage devant la Maison-Blanche le 7 avril 2017**

Pour la troisième fois en 15 ans, le gouvernement des États-Unis a déclenché une guerre d'agression criminelle contre un pays et les peuples du Moyen-Orient. Chaque guerre impériale est menée sous le prétexte d'une noble cause. La destruction de l'Irak et de la Libye a été menée sur la base d'une propagande mensongère. L'agression illégale contre la Syrie emprunte également au livre de George W. Bush sur les armes chimiques comme motif de l'agression.


Tout comme George W. Bush s'est empressé d'aller en guerre en Irak en mars 2003 pour empêcher les inspecteurs d'armes de vérifier que l'Irak ne possédait pas d'armes de destruction massive, Trump et le Pentagone ont bombardé Damas avant que les enquêteurs indépendants puissent évaluer les faits au sujet de la présumée attaque chimique. Pas plus tard qu'hier, le secrétaire à la Défense, Jim Mattis, a déclaré que les États-Unis n'avaient « aucune preuve » concernant l'attaque présumée aux armes chimiques.

Alors que les missiles de croisière et les bombes s'abattaient sur Damas, la capitale syrienne, sur les ordres du commandant en chef des États-Unis Donald Trump, ses détracteurs au Congrès et les médias d'affaires sont devenus ses partisans. La grande fraternité de l'impérialisme a surmonté les querelles intérieures. Trump apparaît « présidentiel » une fois de plus.

Nous, le peuple des États-Unis, rejetons la notion de guerre sans fin, l'impérialisme et le

militarisme. Nous condamnons Donald Trump et son Congrès sans épine dorsale (cela comprend les deux parties) pour cet assaut criminel contre le peuple syrien.

[Rejoignez-nous](#) dans les rues des villes partout aux États-Unis pour manifester notre opposition les samedi 14 et dimanche 15 avril.



**NATIONAL DAY OF ACTION AGAINST WARS AT HOME AND ABROAD**

**APRIL 14-15, 2018**

**JOIN US TO DEMAND AN END TO ALL U.S. WARS!**

<b>NEW YORK CITY:</b> SUNDAY APRIL 15, 2:00 PM Herald Square (34th St. & 6th Ave.)	<b>BAY AREA:</b> SUNDAY APRIL 15, 11:00 AM Lake Merritt Amphitheater (12th Street & Lake Merritt Blvd.)	<b>CHICAGO:</b> Saturday, April 21, 12:00 PM Michigan Ave. & Congress Expressway
<b>MINNEAPOLIS:</b> Sunday, April 15, 1:30 PM Hennepin and Lagoon Aves.	<b>WASHINGTON DC:</b> Saturday, April 14, 12:00 PM White House	<b>ATLANTA:</b> Saturday, April 14, 12:00 PM Little 5 Points Square

Click on the Image for More Information

<http://SpringAction2018.org>

(13 avril 2018)



## Calendrier d'événements



### **Ottawa**

**Canada, États-Unis, Grande-Bretagne, France : Hors de Syrie!  
Samedi 14 avril à 16 h**

Ambassade des États-Unis, coin Sussex et York

*Organisé par: Nowar-Paix, Solidarity Ottawa, Syrian Arab Association of Ottawa,  
et Ottawa Peace Council*

### **Windsor**

**Opposons-nous à l'attaque militaire dirigée par les États-Unis  
contre la Syrie!**

**Non à la guerre à la terreur dirigée par les États-Unis!**

**Piquetage tous les samedis de 11 h à midi**

Coin de Tecumseh et Ouellette

*Organisé par Windsor Peace Coalition: windsorpeace@hotmail.com*

### **Montréal**

**Non à l'agression des États-Unis, de la France et  
de la Grande-Bretagne contre la Syrie!**

**Ne touchez pas à la Syrie!**

**Dimanche 15 avril à 15 h**

Place Norman Bethune, métro Guy-Concordia

*Organisé par la Maison syrienne du Canada-Coalition de Syriens-Montréalais*

**[Facebook](#)**

### **Vancouver**

**Bas les pattes de la Syrie!**

**Dimanche 15 avril à midi**

Musée des beaux-arts de Vancouver

*Organisé par Stop the War --Vancouver Coalition for Peace and Justice*

**[Facebook](#)**





**Arrestation d'un membre de haut rang de la Force révolutionnaire  
alternative commune de Colombie**

**La plus sombre réaction américaine  
en toute impunité**

**- Margaret Villamizar -**



**Célébrations du Congrès de fondation en tant que parti de la Force révolutionnaire alternative commune le 1er septembre 2017 à Bogota.**

L'impérialisme américain agit de plus en plus de façon à détruire ce qu'il ne peut pas contrôler. Maintenant, alors que la perspective d'une paix stable en Colombie en est à un point critique où il existe de plus en plus d'inquiétude face au fait que le gouvernement colombien ne respecte pas les engagements qu'il a pris en signant l'Accord de paix conclu avec les anciennes Forces armées révolutionnaires de Colombie - Armée du peuple (FARC-EP) [1], la sale main de l'impérialisme américain intervient pour tenter de tout faire dérailler.

L'arrestation le 9 avril à Bogota d'un membre du Conseil national politique du nouveau parti politique formé dans le sillage des accords de paix, la Force révolutionnaire alternative commune (FARC) sur l'ordre du procureur général de la Colombie, porte un dur coup au processus de paix. L'arrestation et la détention se sont produites en réponse à un mandat émis par Interpol et à la demande du gouvernement américain que ce dirigeant de la FARC, Jesus Santrich, soit extradé et subisse un procès devant un tribunal américain suite à une accusation du grand jury de New York de complot pour exporter de la cocaïne aux États-Unis.

Dans sa hâte à accéder à la demande des États-Unis de l'extradition d'un membre de haut rang de la FARC, le procureur général n'a même pas daigné, selon les rapports, consulter le président colombien avant d'agir, ni même le président de la Juridiction spéciale pour la paix qui est la juridiction devant recevoir toute allégation formulée contre les anciens guérillas de la FARC-EP.

Santrich était membre de l'équipe de négociation de paix de FARC-EP et un des signataires de l'Accord final de paix signé en novembre 2016. Il est aussi un des dix membres du nouveau parti politique à qui on doit attribuer un siège au Congrès national le 20 juillet en vertu de la section de l'accord qui touche à la participation politique.

La couverture de l'arrestation par les médias monopolisés a été faite de façon sensationnaliste. Ils ont utilisé des fragments de la « preuve » qui leur a été fuitée pour faire un lynchage médiatique non seulement de la personne arrêtée, mais du leadership entier du nouveau parti politique et du processus de paix lui-même.

L'Accord de paix est depuis longtemps la cible d'attaques des sections les plus réactionnaires et bellicistes de l'oligarchie colombienne qui étaient responsables de la sale campagne du « NON » faite de mensonges et de désinformation visant à manipuler les électeurs pour qu'ils rejettent l'accord lors du plébiscite d'octobre 2016.

En préparation aux élections présidentielles du mois prochain, les candidats de ces forces réactionnaires font campagne en revendiquant que l'Accord de paix soit mutilé encore davantage. Ils ont déjà imposé des changements à l'accord par le biais du Congrès et des autres organes du pouvoir d'État, en particulier le Bureau du procureur général qui s'est donné comme mission de miner et de restreindre la portée du système judiciaire alternatif lié à l'Accord de paix mieux connu sous le nom de Juridiction spéciale de la paix.



L'arrestation, la demande d'extradition et la fuite de « preuves » prétendument obtenues par les agents de l'Administration de la lutte contre la drogue des États-Unis se sont produites quelques jours à peine avant l'ouverture du Sommet des Amériques et la première visite de Donald Trump en Colombie. Dans un changement de plan de dernière minute, Trump a décidé de rester aux États-Unis afin d'accorder toute son attention à la destruction des perspectives de paix en Syrie.

L'arrestation est survenue alors que la pression grandissait pour que le gouvernement colombien et le président Juan Manuel Santos en particulier, à qui il reste à peine trois mois au pouvoir, accordent les ressources et les garanties demandées qui sont nécessaires à la sécurité des membres de la FARC et à leur réintégration dans la vie civile.

L'arrestation de Santrich est intervenue au moment où la Norvège, un des deux pays garants de l'Accord de paix, avec Cuba, avait envoyé sa première ministre Erna Solberg en Colombie. Elle visitait les Espaces territoriaux de formation et de réintégration partout au pays où résident présentement, dans des conditions difficiles, les membres de la FARC, pour évaluer les progrès qui sont faits dans la mise en oeuvre des conditions de l'Accord de paix. La veille, une importante conférence avait pris fin au cours de laquelle la première ministre norvégienne ainsi que des représentants de Cuba, des Nations unies et du gouvernement colombien ont entendu les rapports des membres de la FARC au sujet des difficultés vécues suite au non-respect par le gouvernement de ses engagements envers eux.

Il est important de condamner cet acte de perfidie de l'impérialisme américain contre les efforts du peuple colombien pour trouver une solution politique qui va mettre fin à plus de cinquante ans de conflit armé dans son pays - un conflit instigué et entretenu par les États-Unis.

Il est important d'appeler le gouvernement colombien à respecter ses engagements envers la FARC, les victimes de la guerre et le peuple colombien en vertu de l'Accord de paix qu'il a signé et qui a été ratifié par le Congrès et par la Cour constitutionnelle. Il doit mettre en oeuvre tout ce à quoi il s'est engagé sans plus de tergiversations ou de concessions aux secteurs proguerre à l'intérieur et à l'extérieur du pays qui cherchent à bloquer la mise en oeuvre de l'accord et à briser toute perspective de paix qu'il va ouvrir.

Les Canadiens vont continuer d'appuyer le peuple colombien dans sa lutte continue pour la paix accompagnée de justice sociale. Le Parti est confiant que même dans des conditions très difficiles, alors que le lynchage médiatique et les machinations judiciaires orchestrés par les États-Unis sont devenus la norme pour attaquer les forces populaires et leurs projets, le peuple colombien

organisé va faire échouer les tentatives des forces proguerre de détruire son unité grandissante et de diviser l'opinion publique qui a été créée en faveur de la construction d'une paix durable accompagnée de justice sociale et d'une Colombie nouvelle.

## Note

1. Depuis la signature de l'Accord de paix entre le gouvernement de Colombie et la FARC en novembre 2016, plus de 50 membres de la FARC ou des membres de leur famille et quelque 200 autres activistes sociaux et politiques ont été assassinés. Six cents membres de la FARC et plusieurs centaines d'autres prisonniers politiques qui devaient être libérés il y a plus d'un an en vertu de la *Loi sur l'amnistie* sont toujours en prison. Selon des membres de la FARC, les terres et les autres ressources promises aux anciens combattants de la guérilla et aux communautés affectées par la guerre pour mettre sur pied des projets agricoles et d'autres projets productifs leur permettant de subvenir à leurs besoins économiquement n'ont pas été fournies. Peu de programmes de formation sérieux qui avaient été promis ont été mis sur pied. Il manque de logis adéquats et d'installations sanitaires et de services de santé de base et d'approvisionnement alimentaire dans les régions louées sur une base temporaire aux membres de la FARC pour qu'ils demeurent avec leur famille et reçoivent de la formation et s'engagent dans des projets qui leur permettent de subvenir à leurs besoins financiers. Les garanties de sécurité sont également insuffisantes et les membres de la FARC, qui ont remis leurs armes depuis longtemps, sont assassinés en toute impunité par des paramilitaires connus ou présumés tandis que les représentants de l'État nient l'existence d'une campagne systématique contre leur vie et celle d'autres dirigeants sociaux et ne font rien pour l'arrêter.



---

## Communiqué sur l'arrestation de Jesus Santrich

### - Conseil politique national de Force révolutionnaire alternative commune -

1. Avec l'arrestation de notre camarade Jesus Santrich, le processus de paix est à son point le plus critique et menace d'être un véritable échec. Aux violations commises par l'État, nous devons maintenant ajouter une nouvelle situation que nous avons considérée comme susceptible de se produire depuis que le Congrès, à cause des actions perverses du Procureur général, a commencé à démanteler la Juridiction spéciale pour la paix.

2. La détention de Santrich fait partie d'un plan orchestré par le gouvernement des États-Unis et soutenu par le bureau du procureur colombien, dont les dernières déclarations ont été organisées lors de la récente visite aux États-Unis du directeur de cet organisme accusateur. Ce plan menace de s'étendre à toute l'ancienne structure de commandement des FARC, dans le but de décapiter la direction politique de notre Parti et d'enterrer le désir de paix du peuple colombien. Bien que ce soit une subordination humiliante de la justice colombienne, il est également clair que nous sommes confrontés à une autre supercherie de la justice américaine véreuse, tout comme les procès contre Simon Trinidad. Ils ont l'intention d'extrader et de juger Santrich pour une tentative présumée de commettre un crime lié à la drogue.



3. Face à la preuve que l'entreprise transnationale de cocaïne, par sa nature même, ne pouvait pas disparaître avec l'Accord de paix, puisque les FARC-EP n'en étaient pas la cause, et qu'elle a non

seulement continué, mais a acquis un nouvel élan, il était nécessaire de trouver un prétexte justifiant l'échec de la nouvelle version de la « guerre contre la drogue ». Et cela ne pouvait être que l'allégation que nous menons toujours des activités criminelles, pour entraver davantage notre droit à la participation politique, y compris la représentation au Congrès.

4. C'est un terrible message de non-respect pour les ex-combattants de la guérilla qui sont maintenant dans les Zones territoriales pour l'entraînement et la réincorporation, avec qui nous avons eu une réunion réussie la fin de semaine dernière, où la volonté inébranlable de construire la paix a été réaffirmée en dépit de tant d'adversité. Nous les invitons tous à rester calmes, à ne pas répondre à la provocation et à ne pas laisser l'honneur et la dignité des FARC être encore plus souillés. Il est indiscutable qu'ils essaient de forcer l'effondrement du processus [de paix] pour justifier la poursuite de la violence.

5. En ce moment difficile où la majorité des dirigeants politiques et la présidence de la République mettent en oeuvre une condamnation médiatique sommaire, nous appelons à la solidarité de tous les secteurs de la société colombienne qui ont soutenu les accords pour qu'ils ne cessent pas l'effort pour empêcher le processus de paix d'être aspiré dans l'abîme. Nous exhortons la présidence du JEP [Juridiction spéciale pour la paix] à exercer son autonomie pour mener à bien les procédures prévues à l'article 19 transitoire de la Loi législative 01 de 2017, et le Président de la République à se conformer à l'accord et à son engagement, qu'il a récemment réaffirmé. Nous demandons une réunion d'urgence.

6. Aux pays garants, Cuba et Norvège, à la Deuxième Mission des Nations unies, à l'Union européenne et en général à l'ensemble de la communauté internationale, nous demandons leur accompagnement et leur contribution pour que les procédures du JEP soient appliquées avec rigueur ; nous demandons également une réunion urgente.

7. À Jésus Santrich, toute notre solidarité. Nous savons qu'il a une volonté d'acier. Nous exprimons notre soutien à la grève de la faim qu'il a entreprise et son appel à être accompagné par les prisonniers de guerre qui sont encore dans les prisons du régime. Santrich ne peut pas être le trophée à remettre à Trump lors de sa visite en Colombie.

***Nous avons respecté nos engagements et nous continuerons de le faire !  
Liberté pour Jesus Santrich maintenant ! Nous sommes tous Santrich !***

(Traduction : LML)

---

### **Lutte pour la démocratie au Brésil**

## **La voie démocratique se referme**

**- Atilio A. Boron -**

La décision de la Cour fédérale supérieure de rejeter la requête en *habeas corpus* des avocats de Lula l'élimine définitivement de la course présidentielle et a mené à son incarcération. Ce qui auparavant nécessitait l'intervention militaire est aujourd'hui accompli par de nouveaux acteurs, suffisamment endoctrinés et formés par diverses agences du gouvernement des États-Unis et leurs programmes de « bonnes pratiques », tel qu'ordonné par le juge Sergio Moro le jeudi 5 avril.

On offre aux juges, procureurs, législateurs et journalistes triés sur le volet des cours spécialisés dans les matières qui les intéressent. L'un de ces juges est précisément Moro qui, sans aucun procès, a condamné Lula à neuf ans et six mois de prison, preuve qu'il a bien appris ses leçons.





**Une des nombreuses actions au Brésil pour condamner la criminalisation de l'ancien président Luiz Inacio de Silva, 6 avril 2018**

Ce Brésilien est sans doute le plus reconnu des nombreux juges et procureurs latino-américains qui ont participé à ces cours de « bonnes pratiques ». Moro a participé au programme d'instruction des avocats offert par le Harvard Law School ainsi qu'à un atelier sur le blanchiment d'argent offert par le département d'État, bien qu'aux États-Unis il existe quatre États — le Delaware, le Nevada, le Wyoming et le Dakota du Sud — où le blanchiment d'argent se fait de façon ouverte et éhontée. Moro a appris que c'est une « bonne pratique » que de condamner un accusé, même s'il n'y a aucune preuve qu'il y a eu crime.

La même chose s'est produite avec la bande de fripouilles et escrocs qui a pris le contrôle du Congrès brésilien et a, sans aucune preuve à l'appui, fait condamner Dilma Rousseff pour corruption pour ensuite la destituer par un processus des plus scandaleux qui a plongé les législateurs de ce pays dans un égout des plus nauséabonds en politique internationale.

Mais des juges et des procureurs ne suffisent pas à réaliser les projets de l'empire. Les journalistes aussi sont nécessaires et doivent apprendre l'art maléfique des mensonges systématiques, de la désinformation, de la fabrication de consensus afin de manipuler l'opinion publique et de l'orner de « post-vérités » attrayantes pour protéger les dirigeants et leurs amis politiques tout en lynchant les indésirables au moyen des médias.

Ce n'est aucunement une coïncidence si l'opinion exprimée par les oligarchies médiatiques est couramment présentée comme « preuve » par ces juges et procureurs dont le cerveau a été lavé avec soin aux États-Unis. Voilà pourquoi l'ancien président Rafael Correa (Équateur) disait que le principal obstacle à ses projets gouvernementaux était les médias de masse, contrôlés par l'oligarchie financière et ses alliés.

Pour ce qui est de l'Argentine, la défense des dirigeants et de leurs amis politiques est impressionnante. Par exemple, le scandale des Panama Papers a été complètement évacué, et il en va de même de l'incendie criminel de Iron Mountain où dix pompiers ont perdu la vie tandis que des documents et des témoignages de grande importance s'envolaient en fumée.



Au Brésil, le principal acteur de la condamnation de Lula et de la destitution de Dilma était le réseau O Globo, qui a violé, comme la plupart de ses acolytes partout en Amérique latine, les règles de la noble profession. Le journalisme a été remplacé, à quelques exceptions près, par des machines de propagande intéressées uniquement à promouvoir certains intérêts économiques et politiques et à camoufler les crimes de leurs alliés.

Mais des juges et des journalistes ne suffisent pas. Il faut aussi des législateurs sans scrupules prêts à tout « si le prix est juste ». Ces catégories sociales ont été formées pendant des décennies par le gouvernement des États-Unis pour devenir les substituts fonctionnels de la lugubre École des Amériques.

L'impérialisme a intégré dans ses mécanismes de domination le soi-disant « coup en douceur », qui est en réalité une stratégie pour le retrait de gouvernements progressistes, y compris ceux qui ne résistent que timidement aux ordres de la Maison-Blanche, et le bain de sang qui s'ensuit.

Pour ceux qui entretiennent toujours des doutes, suffit-il d'observer ce qui est arrivé au Honduras ou encore au Paraguay ou au Brésil, où Rio Janeiro est complètement militarisée avec comme résultat le meurtre de Marielle Franco, un crime scandaleux qu'on n'a pas réussi à enterrer, ou le procès et le meurtre de Paulo Henrique Dourado, conseiller du quartier surpeuplé de Baixada Fluminense à Rio seulement une semaine après l'attentat contre Marielle.



Rassemblement tenu le 14 avril 2018 à Montréal pour demander justice pour la conseillère de Rio de Janeiro, Marielle Franco, un mois après son assassinat.

En traînant les règles constitutionnelles dans la boue, la Cour fédérale supérieure délégitimise la démocratie et abandonne le Brésil aux soubresauts de la violence, ce qui fait que dorénavant notre peuple devra trouver de nouvelles stratégies pour la conquête du pouvoir, puisque la route de la démocratie semble mener tout droit à la vengeance réactionnaire brutale appuyée par l'empire. Peu de gens sont prêts à tolérer que les choses en arrivent là.

*(Pagina 12, 6 avril 2018. Traduit de l'espagnol par LML)*



---

**Ferme opposition aux provocations des États-Unis au Sommet  
des Amériques à Lima, au Pérou**

## **Des bombes en Syrie et des provocations au Pérou: les États-Unis abandonnent la diplomatie**

**- Sergio Gomez, Granma -**

Les frappes commandées par les États-Unis contre la Syrie et les provocations de l'Organisation des États américains (OÉA) au 8e Sommet des Amériques à Lima, contrôlé à distance par

Washington, confirment que l'administration républicaine actuelle n'est absolument pas intéressée à la diplomatie.

Au moment où les bombes commençaient à tomber de l'autre côté du monde, le secrétaire général de l'OÉA a présenté un discours cynique à Lima au sujet du « fléau de la corruption » sans nommer de pays en particulier, mais visant certainement les gouvernements progressistes de la région.

La délégation cubaine qui participait à la cérémonie d'ouverture a quitté la salle avant le début du discours d'Almagro.[1]

« Nous écoutions attentivement le discours du président du Pérou, Martin Vizcarra », a dit le sous-ministre des Affaires étrangères de Cuba, Rogelio Sierra, aux journalistes. « Mais lorsqu'on a annoncé que le secrétaire général de l'OÉA, Luis Almagro, allait prendre la parole, nous avons décidé de quitter la salle. »

Le sous-ministre a expliqué que jeudi (le 12 avril) Almagro avait parlé « de façon très offensante au sujet de Cuba et de ses autorités », ce que « la délégation cubaine n'est pas obligée d'endurer ».

Jeudi, Almagro a rencontré des groupes de mercenaires présents à Lima, y compris l'organisation portant le nom trompeur de Réseau de la jeunesse latino-américaine pour la démocratie (RJLAD), et s'est servi de cette occasion pour demander aux pays de la région d'intensifier la « pression » contre Cuba et le Venezuela.

« Almagro et l'OÉA discrédité n'ont pas d'autorité morale ou autre leur permettant de porter des jugements sur la région ou sur Cuba », a dit Sierra.

Le diplomate cubain a précisé que la sortie de la délégation était liée uniquement à la cérémonie d'ouverture et non au reste du déroulement du Sommet.

Vendredi à midi, le ministre des Affaires étrangères Bruno Rodriguez Parrilla est arrivé à Lima pour diriger la délégation cubaine à l'événement. La délégation est composée de Rodrigo Malmierca, le ministre du Commerce étranger et de l'Investissement étranger, et des sous-ministres du ministère des Affaires étrangères, Teresita Gonzalez et Rogelio Sierra, et de l'ambassadeur de Cuba au Pérou, Sergio Gonzalez.

Le 8e Sommet des Amériques est celui où la participation est la plus faible depuis que ces sommets ont commencé à Miami en 1994. Il y a seulement environ vingt chefs d'État et de gouvernements qui y participent.

L'une des absences les plus remarquables est celle du président Donald Trump, dont le pays a fondé le mécanisme hémisphérique qui devait promouvoir le libre-échange dans les Amériques. Le vice-président Mike Spence l'a remplacé, mais a dû changer son horaire à Lima.

Les médias péruviens ont rapporté que Pence s'était retiré dans son hôtel et n'avait pas participé à l'inauguration du Sommet suite à l'annonce de Trump sur Twitter qu'il s'apprêtait à attaquer la Syrie.

La plénière du 8e Sommet des Amériques, où tous les représentants doivent intervenir, doit avoir lieu le samedi 14 avril. À la lumière des événements récents, il serait peu crédible de s'en tenir au thème prévu de la rencontre, soit la lutte contre la corruption.

## **TML Note**

1. Le Sommet des Amériques réunit les chefs d'État des pays membres de l'Organisation des États



américains (OÉA). Alors que Cuba ne soit pas membre de l'OÉA, ayant été expulsé en raison de la pression américaine, il a mandaté des représentants au Septième Sommet au Panama 2015, et maintenant au Sommet de cette année à Lima. Cuba a néanmoins précisé qu'il ne cherchera plus jamais à devenir membre de l'OÉA.

(14 avril 2018. Traduction: LML)

---

### **Le mouvement de résistance aux États-Unis**

## **Pas de troupes à la frontière! Luttons pour l'unité fraternelle des peuples!**

**- Voice of Revolution -**



Le président Trump a ordonné au Pentagone et au département de la Sécurité intérieure de dresser un plan pour envoyer la Garde nationale et « tout le personnel militaire » requis pour « sécuriser la frontière sud ». Le plan doit être soumis dans les 30 jours (le 4 mai) et, selon les mots de Trump, son gouvernement « n'a pas d'autre option que d'agir ».

Le plan de l'envoi de troupes est accompagné de nombreuses autres mesures policières. Ces mesures comprennent l'exigence par le gouvernement de cinq années de dossier de médias sociaux aux gens, y compris les étudiants, qui font une demande de visa, encore plus de raids et de détentions contre les travailleurs et les activistes, l'ajout d'une question sur la citoyenneté au recensement, de nombreuses fouilles et arrestations illégales par la Patrouille frontalière dans des autobus Greyhound par exemple, l'obligation faite aux juges de l'immigration d'atteindre des quotas afin d'obtenir une note de rendement « satisfaisante » et une poursuite fédérale contre la Californie à cause de ses lois de sanctuaire. Toutes ces mesures indiquent que les gens au pouvoir ont mis en place un gouvernement des pouvoirs de police dans lequel la primauté du droit a été éliminée et dans lequel la violence et l'impunité dans le recours à la force et aux actions arbitraires font force de loi.

Le plan d'envoi de troupes et la militarisation encore plus poussée de la frontière ont lieu aussi au moment où Trump a remanié son cabinet et changé ses conseillers. John Bolton, un belliciste notoire, a été nommé au poste de conseiller à la Sécurité nationale, un poste qui ne requiert pas l'approbation du Sénat. Mike Pompeo, de la CIA, a été nommé secrétaire d'État et sa nomination doit être approuvée par le Sénat. Lui aussi a fait la promotion d'une guerre contre l'Iran et la République populaire démocratique de Corée.





Pourquoi alors ce geste envers le Mexique ? Un des problèmes auquel la présidence est aux prises et qu'elle doit résoudre, dans le cadre de la préservation nécessaire de l'Union, c'est celui d'unir la bureaucratie militaire massive. Trump n'a pas eu de succès sur ce front jusqu'à maintenant, ce qui contribue à l'accroissement des conflits dans les cercles du pouvoir. On le voit clairement dans les conflits ouverts qui se manifestent entre les différentes forces armées sur comment procéder à l'échelle internationale. On le voit aussi dans la mise en place des mesures de police contre le peuple qui ont été mentionnées plus haut. Bolton, qui est un civil, est considéré comme quelqu'un qui peut unir la bureaucratie. Il semble qu'il va plutôt être une

entrave de plus à cette unité.

En général, les militaires considèrent maintenant que les plus grandes menaces sont la Chine et la Russie, comme le montrent la Stratégie de défense du Pentagone et les déclarations du chef d'état-major interarmées des États-Unis Joseph Dunford. C'est également vrai cependant que les militaires ne s'entendent pas tous sur le déclenchement de plus de guerres maintenant si elles impliquent la Chine ou la Russie. C'est ce qui se produirait si la RPDC ou l'Iran étaient attaqués. Alors que dans le passé, le conseiller principal de George Bush, Paul Wolfowitz, a dit que la guerre contre l'Iran n'avait pas été entreprise pour éliminer les armes de destruction massive mais pour unir la bureaucratie militaire, aujourd'hui la planification de plus de guerres divise la bureaucratie.

Trump s'est donc tourné vers le Mexique et a menacé de lui faire la guerre. Les États-Unis considèrent depuis longtemps que le Mexique et toutes les Amériques leur appartiennent. Des efforts considérables ont été faits pour intégrer totalement le Mexique et le Canada sous commandement américain, dont leurs forces armées. Les négociations actuelles de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) font partie de cet effort d'intégration plus poussée. Il est clair que les États-Unis pensent qu'ils peuvent gagner n'importe quelle bataille contre le Mexique.

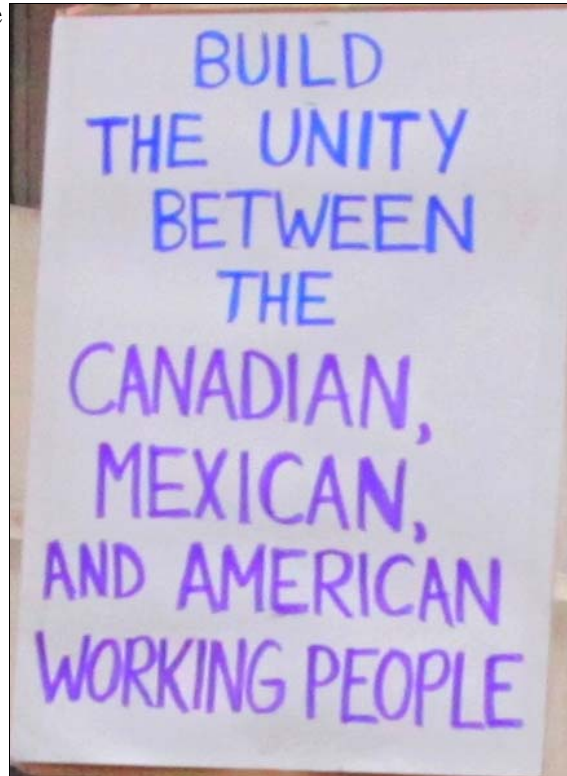
On doit se rappeler cependant qu'en ce qui concerne les États-Unis, il existe une relation entre une guerre avec le Mexique et une guerre civile aux États-Unis. La guerre impérialiste contre le Mexique a eu lieu au moment où la guerre civile se préparait aux États-Unis. La confiscation de territoire mexicain, dont celui qui forme maintenant le Texas et la Californie, était également reliée à la préservation de l'institution de l'esclavage. Le Texas est devenu un État esclavagiste. La Californie, non. C'est un fait aussi que la guerre avec le Mexique n'a pas empêché la guerre civile aux États-Unis en 1860.

Il existe en fait une interrelation entre la guerre civile et la guerre impérialiste. Les États-Unis pensent peut-être que cibler le Mexique est un moyen d'unir la bureaucratie militaire et de prévenir une guerre civile dans le pays. Si on se fie à l'histoire, ce n'est pas le cas. Les conditions actuelles nous montrent que l'intensification des conflits entre les gens au pouvoir risque de plus en plus d'éclater en violence ouverte. Elles montrent aussi que le peuple du Mexique, comme le peuple américain, rejettent l'ancien et demandent le changement. Les élections présidentielles qui s'amorcent au Mexique sont certainement une autre source de crainte pour les gens au pouvoir parce que leur candidat est en train d'échouer. L'envoi de troupes à la frontière est une façon de sécuriser les intérêts des États-Unis et de réprimer la résistance des deux côtés de la frontière si la manipulation des élections mexicaines en juillet échoue.

La façon de se sortir de cette situation n'est pas de mener plus de guerres. Il faut élaborer une nouvelle direction d'habilitation politique du peuple. Il faut un gouvernement antiguerre qui ramène toutes les troupes américaines au pays maintenant et établit des relations fraternelles avec les peuples et unit notamment les travailleurs du Mexique, du Canada et des États-Unis. On doit développer un processus politique qui permet à ce gouvernement d'être instauré.

Il est clair que ceux qui sont au pouvoir n'ont pas de solutions et se révèlent chaque jour inaptes à gouverner. Il faut appuyer la résistance croissante en défendant les droits de tous au pays et à l'étranger. C'est le temps maintenant d'organiser pour habilitier le peuple politiquement, instaurer des gouvernements antiguerre qui bannissent les guerres agressives et lutter pour l'unité fraternelle des peuples.

*(Publié dans Voice of Revolution, avril 2018. Voice of Revolution est publié par l'Organisation marxiste-léniniste des États-Unis. Traduit de l'anglais par LML.)*



---

## **Le gouvernement fédéral va demander de l'information relative aux médias sociaux pour l'émission de visas**

Le 30 mars 2018, le département d'État a annoncé son plan d'ajouter des questions supplémentaires sur l'utilisation des médias sociaux aux demandes de visas. Selon les avis déposés par l'agence au Registre fédéral, le département d'État veut que les demandeurs de visas, immigrants et non immigrants, soumettent leurs identifiants de médias sociaux. En plus des identifiants, le département d'État demande aussi un relevé des adresses courriel, des numéros de téléphone et des voyages internationaux effectués depuis cinq ans. Les changements doivent encore être approuvés par le Bureau de la gestion et du budget suite à une période de commentaires publics de 60 jours, mais il semble certain qu'ils vont entrer en vigueur.

Les États-Unis réclamaient déjà des informations concernant leurs médias sociaux aux gens que le gouvernement soupçonnait de représenter « une menace à la sécurité nationale ». Cette politique visait environ 65 000 personnes. Les nouvelles mesures vont viser près de 15 millions de personnes. On n'a pas dit quels critères vont être utilisés pour refuser un visa sur la base du contenu des médias sociaux. Comme c'est le cas d'autres mesures, comme l'interdiction de voyager aux gens de pays comme la Syrie et le Yémen, où les États-Unis sont en guerre, et dans d'autres pays où vivent un grand nombre de musulmans, les décisions vont être arbitraires.

Le président Trump et son cabinet ont eu recours à des décrets présidentiels et à des changements à la réglementation pour criminaliser les immigrants comme les non immigrants, comme les étudiants et les travailleurs qui cherchent à obtenir des visas. Ces actions ne requièrent pas

l'adoption de lois par le Congrès et peuvent simplement être imposées. Leur objectif est de criminaliser les demandeurs de visas tout en réduisant le nombre de visas émis. Cela sert aussi à rendre normal de la part du gouvernement d'avoir recours aux médias sociaux comme une arme contre toute personne qu'il considère une « menace ». Ces mesures sont un exemple du gouvernement des pouvoirs de police qui existe actuellement, où les actions arbitraires et l'impunité dans leur mise en vigueur servent à éliminer la primauté du droit.

(Voice of Revolution, 12 avril 2018. Traduit de l'anglais par LML)



---

## **70e anniversaire du massacre de Jeju commémoré en Corée**

### **À la mémoire du soulèvement de Jeju du 3 avril**

**- Zoom in Korea -**



Le 7 avril, les organisations qui demandent justice pour le soulèvement et le massacre du 3 avril de Jeju en 1948 ont tenu une conférence de presse devant l'ambassade des États-Unis à Séoul. L'Association des familles endeuillées des victimes du 3 avril, le Comité commémoratif du 70e anniversaire du soulèvement et du massacre du 3 avril de Jeju et le Comité national pour le 70e anniversaire du 3 avril à Jeju ont organisé une conférence de presse pour demander aux États-Unis de présenter des excuses formelles pour le rôle joué par le gouvernement militaire de l'armée des États-Unis en Corée (GMAÉUC) dans la répression et le génocide d'État qui a eu lieu pendant une période de sept ans, de 1947 à 1954. Deux cents personnes, comprenant des familles des victimes, des résidents de Jeju et des activistes pour la paix ont aussi exigé une enquête approfondie sur l'armée américaine afin de faire la lumière sur le rôle joué par les États-Unis dans ce massacre.

Les organisations ont tenté de remettre une lettre contenant leurs demandes à l'ambassade américaine, mais en ont été empêchées par les policiers gardant l'édifice. Elles ont alors fait un sit-in devant l'édifice pour demander que les États-Unis acceptent leur lettre.





Le mardi 3 avril 2018 était le 70e anniversaire du soulèvement et du massacre du 3 avril à Jeju. En avril 1948, dans l'île méridionale de Jeju, la guérilla a mené une lutte armée contre la police coréenne et les groupes paramilitaires de droite appuyés par les États-Unis. Plus de 30 000 résidents de Jeju — 10 % de la population insulaire à ce moment-là — sont morts aux mains des forces gouvernementales et de groupes paramilitaires de droite. À ce moment-là, l'armée américaine occupait la partie sud de la péninsule coréenne et contrôlait toutes les forces policières, militaires et gouvernementales au sud du pays.



**Banderole qui dit : « Pétition pour demander aux États-Unis et aux Nations unies d'assumer leurs responsabilités pour le 3 avril »**

Soixante-dix ans plus tard, les familles des personnes tuées, la population de Jeju et les activistes pour la paix veulent que justice soit rendue et demandent que les États-Unis reconnaissent leurs actes, qu'ils s'en excusent et en assument la responsabilité.

## Retour sur l'histoire

Les débuts du soulèvement du 3 avril de Jeju remontent à la libération de la Corée du colonialisme japonais. Après des décennies de lutte et de résistance, le peuple coréen s'est libéré lui-même du joug colonial japonais en août 1945 mais a fait face tout de suite à l'occupation aux mains de forces étrangères. Les États-Unis ont pris le contrôle de la partie sud du pays. Dans



l'intention d'imposer un état de division permanente sur la péninsule coréenne, ils ont décidé de tenir des élections distinctes dans la partie sud afin d'y installer leur propre fantoche, Syngman Rhee, comme président.

Au nom de la « démocratie », les États-Unis ont décidé d'installer un dictateur fantoche qui leur permettrait d'accroître leur influence dans la région. Plusieurs n'ont cependant pas approuvé l'intervention américaine. Inspirés par l'esprit du mouvement de libération contre le colonialisme japonais, les opposants ont organisé des manifestations. Ils ont contesté le plan des États-Unis d'imposer des élections distinctes en mai 1948.

**1er mars 1947**



À l'occasion de l'anniversaire du Mouvement du 1er mars de la résistance contre le colonialisme japonais, les résidents de l'île de Jeju ont organisé un rassemblement pour dénoncer les élections imposées par les États-Unis. Pour tenter de contrôler la dissidence, les policiers ont ouvert le feu sans discernement sur la foule, tuant six civils, dont un jeune enfant, une mère et son enfant.

En réponse à la violence déchaînée par le gouvernement contrôlé par l'armée américaine, la branche de Jeju du Parti du Travail de la Corée du sud (PTCS) a organisé des manifestations armées au cours desquelles des bureaux de vote ont été incendiés et des postes de police pris d'assaut. Les résidents de Jeju ont aussi organisé des grèves générales contre les compagnies gouvernementales et privées. Au cours de l'année suivante, l'armée américaine a ordonné l'arrestation de plus de 2 500 résidents de Jeju soupçonnés d'être des communistes.

### **Anticommunisme américain et extrémisme de droite**

Les États-Unis ont justifié leur répression des dissidents de Jeju en la présentant comme faisant partie de la « lutte entre la démocratie et le communisme ». Ils ont aussi sollicité l'aide d'un groupe paramilitaire coréen de droite du nom de Ligue de la jeunesse du nord-ouest. Les conseillers militaires américains leur ont fourni formation et appui logistique dans la répression des rébellions.

Vers la fin de 1947, sur recommandation du corps américain de contre-espionnage, quiconque était identifié comme gauchiste ou sympathisant du communisme était ciblé en tant que « terroriste » par le gouverneur de l'île de Jeju et la Ligue de la jeunesse du nord-ouest. Un ancien conseiller militaire américain non identifié aurait déclaré : « Mon devoir est de réprimer la rébellion et d'éliminer les communistes. Nous avons mené plusieurs opérations de nettoyage dans toute l'île de Jeju. »

### Le 3 avril 1948 et après



La lutte des résidents de Jeju a culminé en une rébellion de masse le 3 avril 1948. La guérilla du PTCS a dirigé le soulèvement contre la police et les forces paramilitaires de droite. Elle a attaqué des postes de police et incendié des bureaux de scrutin afin d'empêcher les élections et elle a dénoncé le gouvernement de Syngman Rhee contrôlé par les États-Unis. La Ligue des femmes du PTCS a conduit les résidents dans les montagnes afin de les protéger des menaces physiques des forces gouvernementales pour qu'ils participent à l'élection.

Au petit matin du 3 avril, 350 combattants de la guérilla ont attaqué 12 des 24 postes de police dans l'île de Jeju. Dans les semaines qui ont précédé les élections du 10 mai, la guérilla a démantelé les bureaux de vote et coupé toute communication liée aux élections en coupant les lignes téléphoniques et en bloquant l'accès aux routes et aux ponts. Grâce à leurs vaillants efforts, les résultats des élections dans Jeju ont été déclarés nuls et non avenue. Des mois plus tard, en juillet 1948, Syngman Rhee a néanmoins été installé au pouvoir comme président de la Corée du sud.

En réponse à l'opposition de la guérilla, les États-Unis ont officiellement déclaré Jeju « île rouge » et ont ordonné que tout résident associé aux communistes soit traqué. Cet ordre était appelé la « chasse rouge ». La soi-disant « chasse rouge » n'était pas une action d'une journée. Elle a duré sept ans au cours desquels la police et les forces paramilitaires de droite ont tué des dizaines de milliers de personnes.

Le 17 novembre, après seulement quatre mois à la présidence, Rhee a déclaré la loi martiale dans l'île de Jeju. Il a alors ordonné à l'armée sud-coréenne de mettre en œuvre sa stratégie de « la terre brûlée » contre la guérilla qui résistait toujours à l'autorité du nouveau gouvernement sud-coréen. Le gouvernement de Rhee a déployé l'armée en vertu de la loi martiale et a proclamé aux résidents de Jeju que quiconque serait arrêté dans la région de Chungangan serait identifié comme « émeutier » et tué sur-le-champ. Quatre-vingt-quinze pour cent du village de Chungangan a été rasé par les flammes et les villageois qui avaient réussi à survivre et à s'échapper ont été forcés de se réfugier dans les montagnes.

Les États-Unis ont eu recours à la propagande anticommuniste pour justifier leur répression et leur génocide de masse dans l'île de Jeju. Leurs médias ont inventé des histoires sans fondement



au sujet de l'influence soviétique sur le soulèvement coréen contre la présence militaire américaine. En janvier 1949, l'ambassadeur des États-Unis en Corée du sud, John Muccio, a affirmé que les Soviétiques avaient infiltré Jeju dans le but de mener des « attaques terroristes ». Cette affirmation n'était étayée d'aucune preuve.

### **Rompre cinquante ans de silence**

Pendant des décennies, le dossier historique du soulèvement et du massacre de Jeju a été enseveli, de même que les histoires des milliers de personnes tuées aux mains de la police sud-coréenne de droite appuyée par les États-Unis. Il y a de cela plus de cinquante ans, la Corée du sud a adopté une loi spéciale mandant le gouvernement de mener une enquête pour faire la lumière sur ce qui s'est passé le 3 avril. En 2003, le président d'alors Roh Moo-hyun a présenté des excuses formelles au peuple de Jeju : « Suite à des décisions illégales du gouvernement, un grand nombre de personnes innocentes de Jeju ont souffert d'innombrables pertes et la destruction de leurs demeures. » Ces excuses, par contre, n'ont pas encore donné lieu à une action concrète qui réponde aux demandes des familles et des supporters des victimes. Des organisations comme l'Association des familles endeuillées des victimes du 3 avril, le Comité pan-national pour le 70<sup>e</sup> anniversaire du soulèvement et du massacre du 3 avril de Jeju et le Conseil de Jeju sont aux premières lignes pour exiger que justice soit faite et demander des dédommagements adéquats de la part des parties responsables du massacre. En octobre 2017, ces organisations ont lancé une campagne de pétition afin d'amasser 100 000 signatures pour demander aux États-Unis de reconnaître le rôle qu'ils ont joué dans la répression violente du peuple de Jeju.



Selon *Hankyoreh*, le Comité pancoréen du 70<sup>e</sup> anniversaire du soulèvement et du massacre du 3 avril de Jeju a présenté dix demandes :

1. Une enquête gouvernementale afin de faire la lumière sur le soulèvement et la répression appuyée par les États-Unis qui a suivi ;
2. L'institutionnalisation des dédommagements pour les victimes et pour les familles et les communautés des victimes ;
3. L'adoption d'un projet de loi pour établir la vérité sur les personnes incarcérées suite à des

procès illégaux et pour restituer leur honneur ;

4 .La préservation et l'entretien des sites historiques ;

5. La création d'un système permanent de collecte de rapports sur les victimes et leurs familles survivantes ;

6. Des fouilles pour trouver les restes des disparus ;

7. La création d'une institution qui aide les survivants et leurs familles à guérir du traumatisme engendré par le massacre ;

8. L'adoption d'un projet de loi pour empêcher la diffamation et une fausse représentation du soulèvement ;

9. Une enquête sur la responsabilité des États-Unis ;

10. La désignation officielle d'un nom approprié pour le soulèvement

(Photos : Hankyoreh, Zoom in Korea. Traduit de l'anglais par LML)



---

## **75e anniversaire du soulèvement héroïque du ghetto de Varsovie**

### **Défi et résistance organisée contre le nazisme aux heures les plus sombres**



**Le soulèvement du ghetto de Varsovie (peintre inconnu)**

Pendant la Deuxième Guerre mondiale, la résistance contre les nazis a été organisée dans de nombreux ghettos de l'Europe orientale alors que le peuple armé d'armes de contrebande et



d'armes faites à la main a combattu pour la liberté jusqu'à la mort. Entre 1941 et 1943, plus de 100 unités de résistance juives ont été formées par les mouvements de résistance clandestins. Le soulèvement armé du ghetto de Varsovie est l'exemple le plus connu de la résistance armée des Juifs contre les nazis. Ce soulèvement a eu lieu du 19 avril au 16 mai 1943, lorsque les habitants du ghetto juif de Varsovie, en Pologne occupée par les nazis, se sont soulevés contre les déportations vers les camps d'extermination.

Les nazis ont créé des ghettos dans les villes de l'Europe orientale occupée par les nazis. Le ghetto de Varsovie était le plus grand de Pologne, établi peu après l'invasion des Allemands en septembre 1939. Plus de 400 000 Juifs à Varsovie, la capitale de la Pologne, étaient confinés dans une zone de 2,5 kilomètres carrés. En novembre 1940, ce ghetto était entouré d'un mur de plus de trois mètres de haut, surmonté de barbelés, et étroitement surveillé pour empêcher les mouvements entre le ghetto et le reste de Varsovie. Les nazis contrôlaient le ravitaillement et la quantité de nourriture qui entraient dans le ghetto et les maladies et la famine tuaient des milliers de gens chaque mois.

Pendant l'occupation nazie de la Pologne, plus de 250 000 Juifs du ghetto de Varsovie ont été déportés ou tués.

En juillet 1942, Heinrich Himmler, chef du corps paramilitaire nazi Schutzstaffel (la SS), ordonna que les Juifs soient « réinstallés » et déportés vers les camps d'extermination. On a dit aux Juifs qu'ils étaient transférés dans des camps de travail ; cependant, on a su rapidement dans le ghetto que la déportation vers les camps signifiait la mort. Deux mois plus tard, 265 000 Juifs avaient été déportés du ghetto de Varsovie au camp d'extermination de Treblinka et plus de 20 000 autres avaient été envoyés dans des camps de travail forcé ou massacrés dans le ghetto pendant les opérations de déportation.

Il restait environ 55 000 à 60 000 Juifs dans le ghetto de Varsovie. Quand les informations de massacres au centre d'extermination de Treblinka parvinrent au ghetto, un groupe de survivants, pour la plupart des jeunes, a formé une organisation connue sous le nom polonais de *Zydowska Organizacja Bojowa*, l'Organisation juive de combat (OJC). L'OJC a émis une proclamation appelant le peuple juif à résister à être conduit de force au point de transfert et embarqué dans les wagons de marchandises. Le 18 janvier 1943, lorsque les nazis entrèrent dans le ghetto pour reprendre les déportations vers les camps, une unité de l'OJC, armée d'armes introduites clandestinement par la résistance polonaise antinazie, leur a tendu une embuscade. Après quelques jours, les troupes ont reculé et les nazis ont suspendu les déportations du ghetto de Varsovie pour les prochains mois. Cette petite victoire a inspiré les combattants du ghetto à se préparer à la résistance future. L'OJC a été élargie pour incorporer des membres d'organisations politiques clandestines. Les forces de la résistance polonaises ont fourni un entraînement, des armements et des explosifs. Mordechaj Anielewicz, âgé de 23 ans, a été nommé commandant. L'organisation de combat a été unifiée, des stratégies ont été planifiées, des bunkers souterrains, des tunnels et des passages sur les toits ont été construits. Les Juifs du ghetto de Varsovie se sont



**Le monument commémoratif consacré après la guerre érigé sur les ruines du bunker du 18 rue de Mila dans le ghetto de Varsovie**

préparés à se battre jusqu'à la mort.

Le 19 avril 1943, Himmler envoya des troupes SS sous le commandement du général SS Juergen Stroop pour continuer les déportations. Mais la population du ghetto ne se présenta pas aux déportations. Au lieu de cela, les organisations de combat du ghetto s'étaient barricadées à l'intérieur de bâtiments et de bunkers, prêts à résister aux Allemands. Sept cent cinquante combattants, en infériorité numérique et d'armement, ont combattu les nazis lourdement armés et bien entraînés. Après trois jours, les Allemands ont commencé à brûler le ghetto, bâtiment par bâtiment, pour forcer les Juifs à sortir de leurs cachettes. La résistance s'est poursuivie alors que les Allemands, avec leurs auxiliaires, des chars et de l'artillerie lourde, réduisaient le ghetto en décombres, bloc par bloc, détruisaient les bunkers où de nombreux habitants étaient cachés. Ce n'est que le 16 mai que la révolte fut écrasée et que le ghetto tomba sous le contrôle des nazis. Ce jour-là, comme un ultime acte de vengeance, les Allemands ont détruit la Grande Synagogue de Varsovie.



**La Grande Synagogue de la rue Tomackie à Varsovie, construite entre 1872 et 1878, fut détruite par les nazis le 16 mai 1943.**

Dans son rapport après la destruction du ghetto, le général Stroop écrit que 56 065 Juifs avaient été capturés ; de ce nombre, 7 000 ont été déportés au centre d'extermination de Treblinka, et les autres ont été envoyés dans des camps de travail forcé et au camp de Majdanek. On estime que les Allemands ont perdu plusieurs centaines d'hommes dans le soulèvement. Plusieurs des résistants ont réussi à s'échapper du ghetto et à rejoindre des groupes partisans dans les forêts autour de Varsovie.



**Portrait de groupe de membres du détachement de Kalinine (partie du groupe de 1200 partisans juifs de Touvia Bielski) en mission de garde à un aéroport dans la forêt de Naliboko en Pologne**

Le soulèvement du ghetto de Varsovie a inspiré des soulèvements des camps d'extermination et des ghettos dans toute l'Europe orientale occupée par les nazis. Le 2 août 1943, 1 000 prisonniers juifs de Treblinka se sont emparés d'armes à l'armurerie du camp et se sont soulevés. Même si beaucoup ont été repris et exécutés, plusieurs centaines de détenus se sont évadés.

Yitzhak Zuckerman, un des dirigeants du soulèvement du ghetto de Varsovie, a souligné plus tard son importance : « Je ne pense pas qu'il y ait un réel besoin d'analyser l'insurrection en termes militaires. C'était une guerre de moins de mille personnes contre une puissante armée et tout le monde savait comment cela allait se terminer. Ce n'est pas un sujet à étudier dans une école militaire, ni les opérations, ni la tactique. Ce serait un sujet majeur dans une école qui s'intéresserait à l'esprit humain. La véritable importance du mouvement était dans la force montrée par la jeunesse juive, après des années d'aviilissement, qui l'a poussée à se soulever contre ses destructeurs, et à décider quelle mort elle choisirait : Treblinka ou le soulèvement. Je ne sais pas s'il existe une norme pour mesurer cela. »[1]

## Note

1. Barbara Harshav, ed., trans., *A Surplus of Memory : Chronicle of the Warsaw Ghetto Uprising*, (Berkeley, Los Angeles, Oxford : University of California Press, 1993), p. xiii.

(Photos : Yad Vashem Archive, Jewish Partisan Educational Foundation)



---

## **Zog Nit Keynmol, hymne yiddish du mouvement des partisans juifs**



**Unité de partisans juifs près de Krasnik en Pologne vers 1943**

Hirsh Glick, jeune poète et partisan du ghetto de Vilnius, a composé cette chanson en 1943,

inspirée par les nouvelles du soulèvement du ghetto de Varsovie. La chanson est écrite sur la musique de la chanson soviétique « Ce ne sont pas des nuages, mais l'orage » des compositeurs soviétiques Dmitri et Danil Pokrass. Cette chanson est devenue l'hymne emblématique du mouvement de résistance.

Pour voir la vidéo de la chanson interprétée en yiddish par Paul Robeson lors du Concert de 1949 à Moscou et des photos de la destruction du ghetto de Varsovie par les Allemands, [cliquez ici](#).

### **Zog Nit Keynmol (Nous sommes là)**

Ne dis jamais que tu vas de ton dernier pas,  
Quand les jours bleus sont écrasés sous un ciel bas,  
L'heure viendra, que nous avons tant espérée,  
Frappant le sol, nos pas diront : Nous sommes là !  
L'heure viendra, que nous avons tant espérée,  
Frappant le sol, nos pas diront : Nous sommes là !

Des palmiers verts jusqu'aux lointains pays neigeux,  
Nous sommes là ! Le cœur en peine et douloureux,  
Où notre sang, goutte après goutte, fut semé,  
Notre courage et notre force vont germer.  
Où notre sang, goutte après goutte, fut semé,  
Notre courage et notre force vont germer.

Soleil futur tu embellis le jour présent,  
Hier est l'ombre où disparaîtront nos tyrans,  
Si le soleil se perd avant le jour levant,  
Tel un appel d'âge en âge soit notre chant.  
Si le soleil se perd avant le jour levant,  
Tel un appel d'âge en âge soit notre chant

Il fut écrit, ce chant, par le sang, par le feu,  
Ce n'est pas le chant d'un oiseau dans le ciel bleu,  
Quand tout brûlait, parmi les murs qui s'écroulaient,  
Fusil en main mon peuple a chanté ces couplets.  
Quand tout brûlait, parmi les murs qui s'écroulaient,  
Fusil en main mon peuple a chanté ces couplets.

Ne dis jamais que tu vas de ton dernier pas,  
Quand les jours bleus sont écrasés sous un ciel bas,  
L'heure viendra que nous avons tant espérée,  
Frappant le sol nos pas diront : Nous sommes là !  
L'heure viendra que nous avons tant espérée,  
Frappant le sol nos pas diront : Nous sommes là !



---

**Lisez *Le Marxiste-Léniniste***  
**Site web: [www.pccml.ca](http://www.pccml.ca) Courriel: [redaction@cpcml.ca](mailto:redaction@cpcml.ca)**